

Service technique : Hopital. O.

Dr. André Richer,

(819) 964-2905 p. 220.

voudrait se débarrasser de matières
dangereuses soit vapo-stéril
composé de éthanol, méthanol et
formal déshydré.

Je rappellerai le 1^{er} ou le 2^e dec.

Je l'ai rappelé le 1^{er} dec. pour lui dire
de s'entendre avec Bernadette des services
techniques de l'hôpital de Kuvijung. J'avais
rejoint celle-ci vendredi dernier et elle semblait
savoir quoi faire. Il existe un incinérateur à
l'hôpital pour les médicaments périmés et les
produits de l'hôpital.



Commerce électronique et technologie 2003

Veuillez retourner le questionnaire dûment rempli avant le 26 novembre 2003.

Les renseignements recueillis en vertu de la Loi sur la statistique du Canada, 1985, ch. S-19. En vertu de cette loi, il est obligatoire de remplir le questionnaire.

Confidentiel une fois rempli.

If you would prefer this questionnaire in English, please check

FORMULAIRE S3

(ENTREPRISE /TOUTES ACTIVITES/ CANADA)
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY
COMMITTEE
CONTROLEUR
CP 9
KUUJJUAQ QC J0M 1C0

REF:2935294
NAICS:813310
TEL:
FAX:

Corriger les renseignements de l'étiquette préimprimée, si nécessaire, dans les cases correspondantes ci-après :

Appellation légale de l'entreprise	Comite Consultatif de l'environnement Kativik (CEEK)		
Nom commercial de l'entreprise (si différent de l'appellation légale)	peut être aussi en anglais (Kativik Environmental Advisory Committee)		
Personne-ressource pour la correspondance	Nathalie Girard		
Titre	Secrétaire exécutive		
Adresse	c.p. 930		
Ville	Province	Code postal	
Kuujuuaq	QC.	J0M1C0	
Numéro de téléphone	Poste	Numéro de télécopieur	
819 964-2961	2287	819 964-0694	

Objectif de l'enquête

L'objectif de l'enquête sur le Commerce électronique et technologie 2003 est d'évaluer les diverses technologies utilisées par les entreprises canadiennes et dans quelle mesure l'Internet est utilisé pour acheter ou vendre des biens et des services. Un autre objectif de cette enquête est d'évaluer les obstacles rencontrés lors de l'achat ou de vente des biens ou services par l'entremise de l'Internet. **Il est essentiel que vous répondiez à ce questionnaire même si votre organisation n'achète ou ne vend pas des biens ou des services par l'entremise de l'Internet.**

Veuillez compléter le questionnaire en tenant compte de toutes les firmes subsidiaires à votre entreprise.

Période de déclaration

Aux fins de la présente enquête, veuillez déclarer pour l'exercice financier de 12 mois qui se termine entre le 1er janvier 2003 et le 31 décembre 2003. Si l'exercice financier de 12 mois n'est pas encore complété, veuillez fournir votre estimation la plus précise pour l'exercice financier complet.

Confidentialité

La loi interdit à Statistique Canada de publier des statistiques recueillies au cours de cette enquête qui permettraient d'identifier une entreprise (ou institution) sans que celle-ci en ait donnée l'autorisation par écrit au préalable. Les données déclarées sur ce questionnaire resteront confidentielles, elles serviront exclusivement à des fins statistiques et la présentation des totaux publiés protège la confidentialité des données conformément à la Loi sur la statistique. Les dispositions de la Loi sur la statistique qui traitent de la confidentialité ne sont modifiées d'aucune façon par la Loi sur l'accès à l'information ou toute autre loi.

Afin de réduire le fardeau des répondants et augmenter la valeur analytique des données, Statistique Canada envisage de créer une base de données qui combinerait vos réponses avec d'autres enquêtes ainsi que les données d'impôts que détient Statistique Canada. Seulement des sommaires n'identifiant aucun des dossiers individuels des entreprises ou des organisations seraient diffusés.

Si vous avez besoin d'aide pour remplir le questionnaire ou des questions concernant cette enquête, veuillez vous reporter aux «Instructions et définitions» à la dernière page ou contacter :

Division de l'investissement et du stock de capital,
Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Téléphone : (613) 951-9815 ou 1-800-345-2294
Télécopieur : (613) 951-0196 ou 1-800-606-5393

Section A : Utilisation des technologies de l'information et des communications

1. Pour chacune des technologies énumérées ci-après, indiquez si votre organisation les utilise, prévoit les utiliser ou ne prévoit pas les utiliser :	Utilise	Prévoit utiliser en 2004	Ne prévoit pas utiliser en 2004
• Ordinateurs personnels, postes de travail ou terminaux	201 <input checked="" type="checkbox"/>	211 <input type="checkbox"/>	231 <input type="checkbox"/>
• Courriel (courrier électronique)*	203 <input checked="" type="checkbox"/>	213 <input type="checkbox"/>	233 <input type="checkbox"/>
• Communications sans fil*	202 <input type="checkbox"/>	212 <input type="checkbox"/>	232 <input checked="" type="checkbox"/>
• Internet	205 <input checked="" type="checkbox"/>	215 <input type="checkbox"/>	235 <input type="checkbox"/>
• Intranet*	206 <input checked="" type="checkbox"/>	216 <input type="checkbox"/>	236 <input checked="" type="checkbox"/>
• Extranet*	207 <input checked="" type="checkbox"/>	217 <input type="checkbox"/>	237 <input type="checkbox"/>
• Échange de données informatisées (EDI) non sur Internet*	210 <input checked="" type="checkbox"/>	220 <input type="checkbox"/>	240 <input type="checkbox"/>
• Échange de données informatisées (EDI) sur Internet*	208 <input checked="" type="checkbox"/>	218 <input type="checkbox"/>	238 <input type="checkbox"/>
• Technologies de sécurité des réseaux et de l'information* (p. ex., coupe-feu, logiciel d'anti-virus, contrôle d'accès)	209 <input checked="" type="checkbox"/>	219 <input type="checkbox"/>	239 <input type="checkbox"/>

2. Quel pourcentage de votre personnel a un accès direct à/au(x):

Ordinateurs personnels, postes de travail ou terminaux %
 Courriel %
 Internet %

Si votre organisation utilise Internet, passez à la section B. Sinon, passez à la section C.

Section B : Utilisation d'Internet

1. Votre organisation possède-t-elle son site Web sur Internet?
 Si oui, veuillez répondre aux questions suivantes.
 Si non, veuillez passer à la question 3.

Oui Non
 514 564
2. Lesquelles des applications suivantes sont offertes par votre site Web sur Internet :
 (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent)

 - paiement en direct (commandes finalisées avec paiement en direct)* 515
 - interactivité (liaison bidirectionnelle)* 531
 - services ou produits numériques (p. ex., musique, logiciels, services de consultation)* 516
 - site Web protégé* 523
 - énoncé de principe sur la protection des renseignements personnels 524
 - accès par dispositifs mobile sans fil* 525
 - rien de ce qui précède 565
3. Votre organisation utilise-t-elle Internet pour vendre des produits ou services avec ou sans paiement en direct?
 Si oui, veuillez passer à la question 4. Si non, veuillez passer à la question 7.

Oui Non
 512 562
4. Quelle est la valeur des ventes brutes de votre organisation par Internet avec ou sans paiement en direct pour l'année 2003*? → 601 000,00 (milliers de dollars)
5. Quel pourcentage de vos ventes Internet s'appliquait aux particuliers (non commercial)? → 303 %
 OU
 Cochez ici, si aucune vente Internet ne s'appliquait aux particuliers → 353
6. Quel pourcentage de vos ventes Internet s'appliquait aux clients à l'extérieur du Canada? → 306 %
 OU
 Cochez ici, si aucune vente Internet ne s'appliquait aux clients à l'extérieur du Canada → 313
7. Votre organisation utilise-t-elle Internet pour acheter des biens ou services avec ou sans paiement en direct? (p. ex., fournitures, paiements de factures, billets d'avion, etc.)

Oui Non
 511 561
8. Veuillez indiquer toutes les méthodes qui permettent à votre organisation d'avoir accès à Internet :
 (Inclure seulement les connexions effectuées pour le travail, exclure les connexions faites à partir des domiciles des employés)
 (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent)

 - ligne téléphonique ordinaire avec modem standard 401
 - modem câble* 402
 - ligne haute vitesse RNIS/LNA* 403
 - ligne T1 ou supérieure (1,544 Mbps ou plus)* 404
 - ne sais pas 405

9. Selon votre organisation, quels sont les avantages d'effectuer des transactions commerciales sur l'Internet? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent).

- réduction des coûts 504
- élargissement de clientèle 505
- meilleure coordination avec les fournisseurs 506
- réduction du temps nécessaire à commercialiser 507
- aucun bénéfice 508
- rien de ce qui précède 500

Section C: Contraintes du commerce par Internet

1. Veuillez donner les raisons invoquées par votre organisation pour ne pas acheter ou ne pas vendre de biens par Internet. (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent)

- coût de développement et d'entretien trop élevé 263
- questions de sécurité 266
- analyse éventuelle des renseignements de notre compagnie par des concurrents (p. ex., les prix) 268
- le service Internet à notre disposition est trop lent 270
- les clients ne sont pas prêts à utiliser le commerce Internet 272
- les fournisseurs ne sont pas prêts à utiliser le commerce Internet 276
- pénurie d'employés qualifiés pour élaborer, entretenir et utiliser la technologie 273
- préfère conserver le modèle d'affaires actuel (p. ex., relations individuelles) 274
- les biens ou services que vous produisez ne se prêtent pas à un achat ou à une vente par Internet 261
- incertitude quant aux avantages de la technologie 262
- rien de ce qui précède 277

Section D: Transfert de technologie

La présente section porte sur l'acquisition et le transfert de technologie pour TOUS les types de technologies et de produits, et non pas seulement les technologies et les produits de l'information et des communications.

1. Au cours des trois dernières années, l'entreprise a-t-elle acquis des licences à l'égard de technologies provenant de l'un ou l'autre des organismes suivants? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent)
Veuillez exclure les licences de logiciel d'un montant inférieur à 1 000 \$.

- | | Oui | Non |
|--|------------------------------|---|
| • une université canadienne | 710 <input type="checkbox"/> | 760 <input checked="" type="checkbox"/> |
| • un hôpital canadien | 711 <input type="checkbox"/> | 761 <input checked="" type="checkbox"/> |
| • un laboratoire du gouvernement fédéral du Canada | 712 <input type="checkbox"/> | 762 <input checked="" type="checkbox"/> |

2. L'acquisition de technologies auprès de l'une ou l'autre des sources suivantes a-t-elle joué un rôle majeur à l'égard de l'établissement ou de la croissance de l'entreprise au cours des trois dernières années? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent).

- | | Oui | Non |
|--|------------------------------|---|
| • une université canadienne | 713 <input type="checkbox"/> | 763 <input checked="" type="checkbox"/> |
| • un hôpital canadien | 714 <input type="checkbox"/> | 764 <input checked="" type="checkbox"/> |
| • un laboratoire du gouvernement fédéral du Canada | 715 <input type="checkbox"/> | 765 <input checked="" type="checkbox"/> |

3. Cette entreprise est-elle une entreprise dérivée d'une université canadienne?

- | Oui | Non |
|------------------------------|---|
| 716 <input type="checkbox"/> | 766 <input checked="" type="checkbox"/> |

Nombre de salariés à plein temps (veuillez cocher la fourchette qui s'applique) :

- 329 0 336 1 à 9 337 10 à 19 331 20 à 49 332 50 à 99 333 100 à 299 334 300 à 499 335 500 et plus

Combien de temps avez-vous passé à recueillir les données ayant servi à remplir ce questionnaire?

098	h.	099	min.
00		00	

Nom de la personne remplissant ce questionnaire (en caractère d'imprimerie)

Prénom: NATHALIE Nom de famille: GIRARD

Titre: Secrétaire exécutive

Numéro de téléphone: (819) 964-2964 poste 2287 Poste: Numéro de télécopieur: (819) 964-0694

Date de la déclaration: AAAA MM JJ
2003 11 14

Courriel: ngrard@KRG.ca ⁰⁵⁶ Site Web: http://www.menu.gouv.qc.ca voir ⁰⁵⁷

COMMENTAIRES

organismes → CCEK. ⁰⁵⁵

Instructions

Enquête sur le Commerce électronique et technologie 2003

Vos estimations les plus précises sont acceptables lorsque les chiffres réels ne sont pas disponibles.

Tous les montants doivent être déclarés en milliers de dollars canadiens sauf indication contraire.

Veillez remplir le présent questionnaire en fonction des opérations de votre organisation uniquement, en excluant les transactions exécutées au nom de votre organisation par des tiers. Les réponses doivent refléter les activités telles qu'elles sont définies sur l'étiquette apposée sur le questionnaire.

Veillez utiliser la section «Commentaires» pour toutes vos suggestions concernant ce questionnaire.

Définitions

*Les définitions énoncées ci-dessous se rapportent aux termes du questionnaire marqués d'un *

Courriel (courrier électronique)

Mode de communication avec des personnes-ressources à l'intérieur ou à l'extérieur de l'organisation. Ce terme englobe le courrier électronique par Internet et d'autres réseaux informatiques. Les méthodes de transfert de courrier X.400 et X.500 sont comprises dans le courrier électronique, comme l'est aussi la méthode de transfert de messages SMTP, plus courante. Seuls les fichiers textes sans mise en page sont inclus dans les courriels.

Communications sans fil

Terme qui décrit des communications dont les signaux entre utilisateurs sont transmis par ondes radio plutôt que par connexion physique tel que fils ou câbles (p. ex. téléphones cellulaires, réseaux sans fils, dispositifs de données sans fils, ordinateurs portatifs, téléavertisseurs).

Intranet

Réseau interne de communications d'une entreprise utilisant le même protocole que l'Internet et permettant la communication au sein de l'organisation. Il est généralement installé derrière un coupe-feu pour le contrôle de l'accès aux renseignements de l'entreprise.

Extranet

Prolongement protégé d'un Intranet qui permet à des utilisateurs de l'extérieur d'avoir accès à certains éléments d'Intranet de votre organisation.

Échange de données informatisées (EDI)

Structure standard d'échange de données commerciales. L'EDI est fondé sur l'utilisation de normes de transmission, faisant en sorte que tous les participants emploient un langage commun. Les normes de transmission consistent en des formats de mise en page uniformisés pour des documents d'affaire, et qui ont été adoptés à des fins de transmissions électroniques. L'EDI se fait grâce à Internet ou à un réseau informatique fermé.

Technologies de sécurité des réseaux et de l'information

Les technologies de sécurité réseau servent à empêcher et à détecter l'utilisation non autorisée de l'ordinateur de votre entreprise (les coupe-feu, par exemple, interdisent l'accès à partir de certains emplacements sur Internet, tandis que les antivirus empêchent un virus de pénétrer dans le réseau de votre entreprise).

Paiement en direct

Capacité de faire une opération financière par l'entremise de l'Internet. Il ne s'agit pas de l'achat de biens ou de services commandés ou demandés par l'Internet et payés par téléphone.

Interactif

Échange d'information dans les deux sens, par l'intermédiaire d'un site Web. (p. ex. remplir et soumettre des formulaires, obtenir des services à la clientèle, commander des produits, transmettre de l'information sur les produits interactifs.) Notez que cette définition ne comprend pas les sections permettant d'entrer en contact avec les responsables d'un site ou les dispositifs de réponse par courriel.

Produits ou services numériques

L'Internet offre une vaste gamme de biens et de services dont certains peuvent être commandés et livrés directement à l'ordinateur par l'Internet. Ces biens et services s'appellent produits numériques: musique, vidéos, jeux électroniques, logiciels, journaux en ligne, services de consultations, etc.

Site Web protégé

Règles et technologies visant à assurer la sécurité des opérations ou de l'information (p. ex. protocole SSL, infrastructure à clé publique, mot de passe ou système de production de mots de passe, signature numérique, autorité de certification, cartes à puce/jetons).

Dispositifs mobiles sans fils

Dispositifs mobiles sans fils est un dispositif portatif sans fil qui peut être utilisé pour se brancher sur Internet tels les téléphones cellulaires, les dispositifs de données sans fils et les ordinateurs portatifs.

Total des commandes par Internet (incluant les transactions non finalisées en direct)

Il s'agit de la valeur des biens et des services que votre organisation a vendus par l'entremise d'Internet. Le montant englobe toutes les commandes transmises par Internet et payées par Internet, par téléphone, par télécopieur ou grâce à une autre technologie. Il faut inclure uniquement les biens et les services vendus directement par votre organisation et exclure les ventes effectuées en votre nom par une autre organisation à l'aide d'Internet. Inclure les commandes transmises : par courrier électronique, sur votre site Web, par EDI sur Internet, en utilisant un Extranet sur l'Internet et par d'autres méthodes de réception de commandes via l'Internet. Vos estimations les plus précises sont acceptables lorsque les chiffres réels ne sont pas disponibles.

Modem câble

Modem qui utilise les lignes de la câblodistribution pour le branchement à l'Internet.

Ligne haute vitesse RNIS/LNA

Le réseau numérique à intégration de service (RNIS) est un service de branchement haute vitesse qui utilise le fil téléphonique existant, mais qui remplace le modem par un adaptateur numérique spécial. Les vitesses du RNIS sont d'environ 64 kbps (milliers de bits par seconde) jusqu'à 128 kbps - jusqu'à cinq fois plus qu'un modem classique. La ligne numérique à paire asymétrique (LNPA), la ligne d'abonné numérique à haute vitesse (HDSL), la ligne d'abonné numérique à haute vitesse avancé (HDSL2), la ligne d'accès numérique à très grande vitesse (VDSL) sont toutes de nouvelles technologies qui offrent un branchement Internet haute vitesse par les lignes téléphoniques ordinaires. Selon la spécification initiale, le branchement se fait à des vitesses maximales de 8 mbps (millions de bits par seconde) pour le téléchargement des données en aval et à 640 kbps pour le téléchargement en amont. Toutefois, la vitesse est typiquement de 1 Mbps pour le téléchargement des données en aval et 100 ou 200 kbps pour le téléchargement en amont.

Ligne T1

Réseau de base à haute vitesse qui peut transmettre à 1,544 million de bits par seconde (1,544 Mbps).



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Comité consultatif
de l'environnement Kativik
reçu le

26 Nov 03 H.G.

Canadian Environmental Assessment Agency



Subject Contaminated Soil from Cape Hopes Advance

In August 2003, the KEAC sent a letter to the regional office of Environment Quebec concerning the transportation of contaminated soil from Quaataq to the Transport Canada property in Kuujjuaq. We received a response from Environment Quebec dated November 13 signed by Guy Fournier the assistant Director. He states that no environmental authorization will be required for the transportation, which will take place either this fall or next spring. However, Transport Canada will formally advise the community of Kuujjuaq as to this project.

Please let us know if other follow up is required.

E-mail

Sent to

Johnny Adams (KRG chairperson)

and

Michael Gordon (Kuujjuaq mayor)

November 25, 2003. MG.



Le 13 novembre 2003

Comité consultatif
de l'environnement Kativik
reçu le

24 Nov. 2003

Monsieur Michael Barret, président
Comité consultatif de l'environnement Kativik
Boîte postale 9
Kuujjuaq (Québec) J0M 1C0

**Objet : Gestion des sols contaminés aux hydrocarbures – Transports Canada –
Cape Hope Advance**

Monsieur,

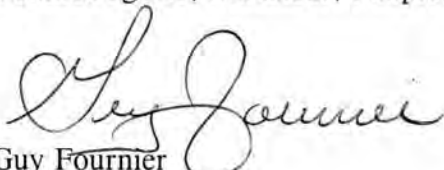
La présente donne suite à votre lettre du 28 août 2003 reçue le 10 septembre 2003 concernant l'objet cité en rubrique.

Les sols contaminés provenant de Cape Hope Advance ont fait l'objet d'un traitement in situ pendant deux étés consécutifs, soit les saisons 2000 et 2001. À la fin du traitement des sols contaminés, il fut constaté que la teneur moyenne en C₁₀C₅₀ fut abaissée à 4 126 mg/kg. L'analyse de ces résultats a permis à Transports Canada, maintenant responsable du dossier, de conclure que le procédé de traitement utilisé avait plafonné. En fonction de considération d'efficacité, de performance de sécurité et d'économie, il fut alors décidé que la meilleure option de gestion de ces sols consistait à les transporter et les traiter hors site, soit vers l'aéroport de Kuujjuaq où un projet de traitement des sols était déjà en place et également sous la responsabilité de Transports Canada.

Par conséquent, nous avons été informés récemment que les sols contaminés seront transportés de Cape Hope Advance vers Kuujjuaq cet automne ou très tôt le printemps prochain. Ces matériaux pourront alors poursuivre leur traitement avec les sols présents à cet endroit. À noter que le transport des sols n'est pas assujéti à l'obtention d'un certificat de la part des ministères.

Par ailleurs, quoique des échanges verbaux aient eu lieu entre des intervenants de la communauté de Kuujjuaq et le maître d'œuvre (Travaux publics et services gouvernementaux Canada), Transports Canada avisera la communauté de Kuujjuaq de façon formelle en ce qui concerne leur récentes démarches en regard de ce projet.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.


Guy Fournier
Directeur adjoint

GF/jb



Canadian Environmental
Assessment Agency

President

Fontaine Building
Hull, Quebec
K1A 0H3

Agence canadienne
d'évaluation environnementale

Président

Édifice Fontaine
Hull (Québec)
K1A 0H3

NOV 12 2003

Comité consultatif
de l'environnement Kativik
reçu le

24 NOV 03 9/6

Monsieur Denis Blais, directeur
Ministère des Transports du Québec
Direction de l'Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec
80, avenue Québec
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6R1

Monsieur,

En vertu de l'article 23.4.23 de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, je vous annonce ma décision de ne pas assujettir au processus d'évaluation environnementale et sociale les projets d'amélioration des infrastructures aéroportuaires à Kangirsuk, Puvirnituk et Kuujuarapik.

Ma décision s'appuie sur la recommandation du Comité de sélection. À cet effet, je tiens cependant à vous informer de mes préoccupations liées à la possibilité d'effets cumulatifs reliés au bruit, à la poussière et à la sécurité des communautés suite à l'utilisation intensive des carrières locales pour vos projets ainsi que ceux prévus par la Corporation Makivik à Kangirsuk cet automne et à Puvirnituk l'été prochain. Je vous recommande donc de discuter de ce sujet avec le promoteur qui prépare présentement les études d'impacts pour ces deux projets d'infrastructures maritimes.

Conséquemment, par la présente, j'avise la Corporation Makivik et le président du Comité fédéral d'examen Nord des répercussions sur l'environnement et le milieu social (COFEX-N) que ces aspects devraient être couverts par les prochaines études d'impacts des projets d'infrastructures maritimes au Nunavik.

.../2



Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Sid Gershberg
Administrateur fédéral
Convention de la Baie-James et du
Nord québécois

c.c.: Mme Shun-Hui Yang, Corporation Makivik
M. Benoît Taillon, COFEX-N
M. Eric Giroux, ACEE
M. Sammy Tukkiapik, Comité de sélection
M. Michael Barrett, ARK
Mme Nathalie Girard, CCEK
Mme Madeleine Paulin, Administrateur provincial
M. Michael O'Neil, CQEK



Relevé de compte du 17 novembre 2003

Numéro d'entreprise 86226 5048 RP0001

Nom de l'employeur COMITE CONSULTATIF DE

011642

Soldes sur le dernier relevé de compte		Nouveaux soldes	
Montant payé pour 2003	Montant cotisé dû	Montant payé pour 2003	Montant cotisé dû
6 921,73Ct	0,00	7 437,11Ct	0,00

EXPLICATIONS DES CHANGEMENTS

Date	Description	Montant
14 nov	Paiement oct 2003	515,38Ct

Avis important concernant les Tables de retenues sur

Comité consultatif de l'environnement Kativik reçue

Ce message vise à vous rappeler que nous n'envoyons plus automatiquement de version papier des Tables de retenues sur la paie. Si vous avez besoin d'une version papier des tables, vous pouvez les télécharger et les imprimer en tout temps à partir de notre site Web, à www.adrc.gc.ca/retenues, ou les commander à partir du même site ou par téléphone au 1-800-959-3376. Un calculateur des retenues sur la paie appelé Tables sur disquette est accessible de notre site Web. Ce calculateur comptera les montants à retenir pour vos employés et vous permettra d'imprimer les pages dont vous avez besoin.

VERSEMENTS TRIMESTRIELS - Les employeurs qui demeureront admissibles d'une année à l'autre NE SERONT PLUS avisés par lettre. Si vous avez actuellement le droit de faire des versements trimestriels et qu'on ne vous avise pas du contraire, vous pouvez continuer de le faire.

Vous trouverez ci-inclus un formulaire de versement supplémentaire. Vous pourrez l'utiliser si vous ne recevez pas vos documents habituels dans un délai normal. Vous aurez ainsi un formulaire pour effectuer votre versement à votre institution financière dans les délais prescrits.

Alan Nymark
Commissaire des douanes et du revenu

Cotisations au RPC	Cotisations d'assurance-emploi	Retenues d'impôt	Paiement courant	Rémunération brute	Nbre d'employés pour la dernière période
--------------------	--------------------------------	------------------	------------------	--------------------	--

PD7A F (03) Détachez et retournez la partie ci-dessous avec votre paiement.



BON DE VERSEMENT DE RETENUES À LA SOURCE COURANTES

PD7A F (03)

JONQUIÈRE QC G7S 5J1

Numéro d'entreprise

6 86226 5048 RP0001

N'inscrivez rien ici

Rémunération brute pour la période de versement (en dollars)

00

COMITE CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK (CCEK) C.P. 930 KUUJJUAQ QC J0M 1C0

Nombre d'employés pour la dernière période de paie

Fin de la période pour laquelle les montants ont été retenus. Année Mois

Montant du paiement

.



Numéro d'entreprise
86226 5048 RP0001

Nom de l'employeur
COMITE CONSULTATIF DE

Nous vous remercions de votre versement.

Utilisez le bon de versement pour votre prochain versement ou veuillez expliquer à la fin de ce formulaire pourquoi vous ne faites aucun versement.

Pour obtenir des renseignements généraux concernant cet avis, téléphonez au 1-800-959-7775.

Vous devrez payer des frais si votre paiement est refusé.

NE PAS agraffer, utiliser de trombone ou de ruban adhésif, plier le formulaire ou le chèque.

NE PAS envoyer de l'argent comptant.

Timbre du caissier

AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA
CENTRE DE TECHNOLOGIE
875 CH HERON
OTTAWA ON K1A 1B1



Relevé de compte du
17 novembre 2003

Numéro d'entreprise
86226 5048 RP0001

Nom de l'employeur
COMITE CONSULTATIF DE

011643

Soldes sur le dernier relevé de compte		Nouveaux soldes	
Montant payé pour 2003	Montant cotisé dû	Montant payé pour 2003	Montant cotisé dû
6 921,73Ct	0,00	7 437,11Ct	0,00

EXPLICATIONS DES CHANGEMENTS

Date	Description	Montant
------	-------------	---------

Alan Nymark
Commissaire des douanes et du revenu

Cotisations au RPC	Cotisations d'assurance-emploi	Retenues d'impôt	Paiement courant	Rémunération brute	Nbre d'employés pour la dernière période
--------------------	--------------------------------	------------------	------------------	--------------------	--

PD7A F (03) Détachez et retournez la partie ci-dessous avec votre paiement.

Agence des douanes et du revenu du Canada
Canada Customs and Revenue Agency

BON DE VERSEMENT DE
RETENUES À LA SOURCE
COURANTES

PD7A F (03)

JONQUIÈRE QC G7S 5J1

Numéro d'entreprise

6	86226 5048 RP0001	N'inscrivez rien ici		
---	-------------------	----------------------	--	--

Rémunération brute pour la période de versement (en dollars)

0	0
---	---

COMITE CONSULTATIF DE
L'ENVIRONNEMENT KATIVIK (CCEK)
C.P. 930
KUUJJUAQ QC J0M 1C0

Nombre d'employés pour la dernière période de paie	Fin de la période pour laquelle les montants ont été retenus.	Année	Mois
--	---	-------	------

Montant du paiement

--

INSCRIPTIONS COMPTABLES - EXPLICATIONS

MONTANT PAYÉ : paiements de cotisations au Régime de pensions du Canada (RPC), de cotisations d'assurance-emploi (AE) et d'impôt (après ajustement) pour l'année indiquée.

MONTANT DÛ : montant non payé de cotisations au Régime de pensions du Canada, de cotisations d'assurance-emploi et d'impôt, plus les montants établis de pénalités et d'intérêts en souffrance.

RÉMUNÉRATION BRUTE POUR LA PÉRIODE DE VERSEMENT (en dollars seulement) : toute la rémunération avant les retenues. La rémunération comprend les salaires réguliers, les commissions, les paiements d'heures supplémentaires et les congés payés, les avantages et les allocations imposables, les paiements à la pièce, ainsi que les paiements spéciaux, c.-à-d. le total mensuel qui paraîtrait dans la case 14, «revenus d'emploi», d'un feuillet T4. Pour les auteurs de versement trimestriel, c'est le total de ces montants pour le dernier mois du trimestre.

NOMBRE D'EMPLOYÉS POUR LA DERNIÈRE PÉRIODE DE PAIE : toute personne rémunérée pour la dernière période de paie du mois ou trimestre. Ce nombre comprend tous les employés à temps partiel, les employés temporaires, les employés absents avec paie, etc. pour qui vous êtes tenu de remplir un feuillet T4. Ce nombre ne comprend pas les personnes pour lesquelles vous n'êtes pas tenu de remplir un feuillet T4, c.-à-d. les employés occasionnels, ainsi que les personnes qui n'ont pas été rémunérées pour la dernière période de paie du mois ou trimestre, telles que les employés en congé non payé.

MODALITÉS DE PAIEMENTS

- Visitez notre site à www.cra-adrc.gc.ca/paiementselectroniques pour savoir comment payer par téléphone ou par service bancaire internet, ou communiquez avec votre institution financière pour voir si elle offre ces services.
- Faites votre paiement sans frais à votre institution financière au Canada, en présentant ce formulaire au caissier.
- Retournez la pièce de versement avec votre chèque ou mandat, payable au receveur général à l'adresse indiquée ci-dessous. Inscrivez votre numéro d'entreprise au verso de votre chèque ou mandat.

Si vous faites votre paiement à un guichet automatique bancaire, vérifiez auprès de votre institution financière afin de vous assurer que votre paiement soit traité et crédité au compte du receveur général pour la date limite.

Les retenues prélevées pendant le mois ou trimestre doivent être reçues au Ministère le 15 du mois suivant. La date de réception est la date à laquelle le versement est remis au receveur général (c.-à-d., remis à un bureau des services fiscaux, un centre fiscal ou un établissement financier), et non la date de la mise à la poste. Les employeurs ne doivent pas oublier d'inclure leur part obligatoire des cotisations au RPC et à l'AE lorsqu'ils versent les retenues de leurs employés.

Le Ministère imposera des pénalités pour versement tardif ou insuffisant sur les retards et les insuffisances de plus de 500 \$. Le minimum ne s'appliquera pas si le défaut est commis sciemment ou dans des circonstances équivalent à une faute lourde.

S'il y a eu changement de nom ou d'adresse pendant le mois ou trimestre, veuillez remplir la section du changement de nom ou d'adresse de l'enveloppe qui contient votre relevé et la retourner avec le bon de versement.

RENSEIGNEMENTS

Si vous désirez de l'information supplémentaire ou de l'aide concernant l'établissement du formulaire ou l'utilisation des tables de retenues sur la paie, communiquez avec votre bureau des services fiscaux. Le numéro de téléphone figure au recto du présent formulaire. Veuillez indiquer votre numéro d'entreprise dans toute communication.

MONTANT DU PAIEMENT ▶



Agence des douanes et du revenu du Canada Canada Customs and Revenue Agency

Numéro d'entreprise : 86226 5048 RP001

Nom de l'employeur : COMITE CONSULTATIF DE

Lorsque vous ne ferez pas de versement pendant le mois ou le trimestre, vous pourrez utiliser notre nouveau service de TéléAvis pour nous fournir une des explications ci-dessous. Composez le numéro sans frais suivant : 1 800 959-2256. Si vous utilisez le service TéléAvis, ne nous postez pas votre bon de versement; conservez-le plutôt dans vos dossiers. Si vous le préférez, vous pouvez toujours inscrire votre explication ci-dessous et la renvoyer à :

JONQUIÈRE QC G7S 5J1

Abandon définitif des activités
Si vous avez cessé d'exploiter votre entreprise définitivement ou si vous l'avez vendue, vous devez produire une déclaration de renseignements de type T4 dans les 30 jours qui suivent la date de cessation des activités.

Date de fermeture ▶

Année	Mois	Jour

Aucun employé assujéti aux retenues

Cessation temporaire des activités

Autre motif :

Date à laquelle vous prévoyez avoir des employés assujettis aux retenues ▶

Année	Mois	Jour

Employeur ou personne désignée (en majuscules)

Titre

Numéro de téléphone

Date

Vous devrez payer des frais si votre paiement est refusé.

NE PAS agraffer, utiliser de trombone ou de ruban adhésif, plier le formulaire ou le chèque.

NE PAS envoyer de l'argent comptant.

Formule autorisée par le Ministre du Revenu national

Timbre du caissier

AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA
CENTRE DE TECHNOLOGIE
875 CH HERON
OTTAWA ON K1A 1B1



19 Nov. 03

Appel de M. Benoit Taillon (Président du COFEX-NORD)
au secrétariat du CCEK.

- Félicite pour les bons compte-rendus
- Heureux de constater que le CCEK est actif, très actif
- Heureux de me savoir en poste depuis déjà 1 an..
- Il demande si le COFEX-recevoit une copie des travaux sur les annexes. Je regarde oris mais plus tard car pour l'instant en processus.
- Heureux de constater que le CCEK mène le projet des annexes et que c'est vraiment le temps que ce type de travail soit fait.

Benoit



P R A T T E , B É L A N G E R

Pratte, Bélanger Comptables Agréés Inc.
PRATTE, DÉLANGER COMPTABLES AGRÉÉS INC.
PRATTE, BELANGER CHARTERED ACCOUNTANTS INC.

November 18, 2003

Mrs. Nathalie Girard
Kativik Environmental
Advisory Committee
P.O. Box 930
Kuujuaq, Quebec
J0M 1C0

Comité consultatif
de l'environnement Kativik
reçu le

19 novembre 2003

Mrs. Girard;

Pursuant to your request, we are pleased to submit the present proposal for services related to the accounting assistance to be provided for Kativik Environmental Advisory Committee.

The intent of this proposal is to outline the services to be offered by Pratte, Bélanger Chartered Accountants Inc. and to provide you with a cost estimate for the said services.

DURATION OF THE MANDATE

The services included in the present offer are tentatively scheduled to begin on November 22, 2003 and would terminate once the accounting records have been brought up to date for the period April 01, 2003 to October 31, 2003.

NATURE OF THE SERVICES

The objective of the present mandate is to provide accounting assistance to update the accounting records of Kativik Environmental Advisory Committee, including the posting of supplier invoices, payments, receipts and bank reconciliations. On-the-job training would then be provided to enable you to properly use the accounting software of your choice.

COST OF THE SERVICES

The professional fees related to the present offer of services will be invoiced to you at an hourly rate basis of \$60 / hour. On line support that would be provided during the course of the year would also be invoiced to you at the same hourly rate.

MAX. 10 hours

.../2



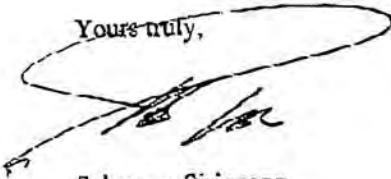
Nathalie Girard
Page 2

APPROVAL

Granting that the present proposal is satisfactory and meets your approval, would you please sign both copies enclosed and return one to our office.

Please be sure of my availability for any further discussions or additional information related to the present proposal.

Yours truly,



Salvatore Sirignano
Director

APPROVED:



Nathalie Girard
Kativik Environmental Advisory Committee





Transmission par télécopieur
Fax transmission

De /
From: *Gene Acked*

Pages: *3*

client: *726-01*

Date: *19/11/03*

Sujet / Subject:

Veillez nous aviser en cas de mauvaise réception. Ce document peut contenir des informations privilégiées, confidentielles ou autrement protégées. Toute utilisation, publication ou copie non autorisée du présent document par une personne autre que le destinataire est strictement interdite. Si vous avez reçu ce document par erreur, veuillez nous le retourner par la poste le plus rapidement possible.

Please notify us in case of bad transmission. The information contained in this transmission is confidential and intended only for the use of the individual or entity to whom it is addressed. Unauthorized use, publication or photocopy of this document is forbidden. If you have received this transmission by error, please return the original transmission to us by mail as soon as possible.

PRATTE, BÉLANGER

Comptables agréés - Chartered Accountants

Montréal - 1240, ave. Beaudet, bureau 100, Ville Mont-Royal (Québec) H3P 3E5

Téléphone: (514) 731-0353 Fax: (514) 731-4833

Kuvijuaq - 310 Ford Street, P.O. Box 639, Kuvijuaq, Nunavut X0M 1C0

Telephone: (819) 964-5353 Fax: (819) 964-4833



Statistics Statistique
Canada Canada

Ottawa, Canada
K1A 0T6

<http://www.statcan.ca>

Novembre 2003

Comité consultatif
de l'environnement Kativik
recu le

14 NOV. 03 JLG

Madame, Monsieur

Vous trouverez sous pli le questionnaire d'enquête **Commerce électronique et technologie 2003**. Il renferme des questions sur l'utilisation d'Internet et des technologies comme l'ordinateur personnel et le commerce électronique. Veuillez fournir vos réponses pour toutes les activités de votre entreprise au Canada.

Les données de l'enquête **Commerce électronique et technologie 2003** feront voir dans quelle mesure l'entreprise canadienne est branchée à Internet, ainsi que les caractéristiques des organismes qui sont et qui ne sont pas branchés. Pour que cette enquête soit une réussite, il est indispensable que vous remplissiez le questionnaire, même si vous n'utilisez pas ces technologies.

Les résultats de l'enquête de 2002 ont révélé que 76% des entreprises du secteur privé ont utilisé Internet sous une forme ou sous une autre. Au nombre de ces entreprises du secteur privé, 71% ont utilisé le courrier électronique et 31% avaient un site Web. Par contre, 100% des institutions du secteur public ont utilisé Internet, y compris les établissements de soins de santé, les services d'enseignement et les administrations fédérales et provinciales. 100% des entreprises du secteur public ont utilisé le courrier électronique et 88% avaient un site Web. Vous pouvez consulter le communiqué intégral sur les résultats de l'enquête de l'an dernier (2002) dans **Le Quotidien** sur le site Web de Statistique Canada :

www.statcan.ca/Daily/Francais/030402/q030402a.htm

Nous vous remercions d'avoir bien voulu remplir le questionnaire ci-joint. Si vous avez besoin d'aide ou avez des questions, veuillez communiquer avec nous :

Téléphone : 1 800 345-2294 ou (613) 951-9815

Télécopieur : 1 800 606-5393 ou (613) 951-0196

Pièces jointes

Questionnaire
rempli et
retourné le
14 nov. 03.

Canada



Nathalie Girard

De : Copley, Maureen [NCR]
Envoyé : Vendredi 14 novembre 2003 12:24
À : Nathalie Girard
Cc : Kennedy, Sarah [NCR]
Objet : Merci

Bonjour Natalie:

Just a quick note to say thank you for the list of the KEAC members. Much appreciated!!

Thanks again for the opportunity to speak with your group -- and we welcome their interest in the NPA. We will share the results of our visit with you at our next NPA Advisory Committee Conference Call - in early December.

I am sure we will be in touch again soon!!

Best regards, Maureen :-)

Maureen Copley

Canada's NPA Secretariat
A/Head, Land-based Activities Division
Marine Environment Branch
Toxics Pollution Prevention Directorate
Environment Canada
351 St. Joseph Blvd., 12th floor
Place Vincent Massey
Hull, Quebec
K1A 0H3
Tel. (819) 953-6949
Fax: (819) 953-0913
email: maureen.copley@ec.gc.ca
NPA website: www.npa-pan.ca

Comité consultatif
de l'environnement Kativik
reçu le

14 Nov. 03 96

Québec, le 31 octobre 2003

Madame Nathalie Girard
Secrétaire exécutive
Comité Consultatif de l'Environnement Kativik
Case postale 930
Kuujuaq (Québec) J0M 1C0

Madame,

Au nom du ministre de l'Environnement et leader adjoint du gouvernement, M. Thomas J. Mulcair, j'accuse réception de votre lettre du 22 octobre 2003 accompagné d'une copie du procès-verbal de la 94e et 95e réunion, et je vous en remercie.

Soyez assurée que votre correspondance fera l'objet de l'attention requise et je vous prie de recevoir, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Alain Gaul
Directeur de cabinet

Nathalie Girard

De : Nathalie Girard
Envoyé : Lundi 10 novembre 2003 10:07
À : Paule Halley (Messagerie)
Cc : Robert Comtois (Messagerie)
Objet : CCEK-Travaux sur les annexes

Bonjour Paule;

Michael approuve votre travail sur le projet de proposition à être étudiées par le CCEK en vue d'améliorer les annexes 1 et 2 de la CBJNQ et sa procédure d'évaluation environnementale. La proposition de deux semaines à 35h par semaine à un tarif de 40\$ de l'heure est aussi approuvée pour Robert. Nous serons heureux de discuter de vos résultats dès la mis-janvier 2004.

Salutations cordiales,

Nathalie Girard

Comité consultatif de l'environnement Kativik
C.P. 930, Kuujuaq (Qc.), J0M 1C0
(819) 964-2961 poste 2287
Fax. (819) 964-0694

Nathalie Girard

De : fdpha@hermes.ulaval.ca
Répondre à : m_barrett@makivik.org
Envoyé : Dimanche 09 novembre 2003 14:58
À : rcab@sympatico.ca
Cc : ngirard@krq.ca;
Objet : révision des annexes 1 et 2

Cher Michael,

Tel que convenu lors de notre dernière réunion, j'ai parlé à Robert Comtois. Il accepte de travailler avec moi sur un projet de propositions à être étudiées par le CCEK en vue d'améliorer les annexes 1 et 2 de la CBJNQ et sa procédure d'évaluation environnementale. Il propose 2 semaines de 35 h. au tarif habituel. je trouve cela raisonnable. Il ne produira pas de rapport particulier pour rendre compte de son travail. Nous pensons réaliser ce projet d'ici à la mi-janvier 2004.

j'attends de tes nouvelles pour confirmer avec Robert.

ok-

cordialement

Paule Halley

ᑲᑎᐱᑲ ᓄᓇᓂᑦ ᐃᓯᓪᓴᑦᐅᓂᓯᓯᑦ ᑲᑎᓪᓯᓯᑦ
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

Kuujuuaq, le 7 novembre 2003

Fondation de la faune du Québec
1175, avenue Lavigerie, bureau 420
Sainte Foy (QC), G1V 4P1

Monsieur, Madame,

Nous accusons réception du rapport annuel 2002-2003 de la fondation de la faune du Québec.

Vous remerciant de l'attention que vous portez au CCEK, je vous prie d'agréer, Monsieur, Madame, nos meilleures salutations.



Nathalie Girard
Secrétaire exécutive





ᓄᓇᓕᓐ ᓃᓚᓕᓐ ᓃᓃᓕᓐ
Village Nordique de Akulivik
Northern Village of Akulivik
P.O. Box 50
Akulivik, Nunavik, (Quebec)
J0M 1V0
Tel: (819) 496-2222
Fax: (819) 496-2200

TRANSMISSION SHEET

Date: Nov-05-03

To:

CCEK-KEAC
CIO Sec. Treasurer

Fax Number: (819) 964-0694

From:

- Eli Aullaluk Mayor
- Lucassie Qinuajuak Deputy Mayor
- Willia Nappatuk Municipal Manager
- Simionie Aullaluk Interim Secretary
- Elisapi Alayco Assistant Secretary
- Eva Itulu Housing Clerk
- Leah Alasuak Recreation Coordinator
- Quaraq Amamatuak Receptionist Clerk
- Other _____

*with
reponse*

Number of pages to follow (including this one) 2

Original copies will be sent by mail: Yes No

Subject: Requesting for financial assist

edf6

Northern Village of Akulivik
P.O. Box 50
Akulivik Quebec
JOM IVO
Tel: (819) 496-2222
Fax: (819) 496-2200

November 4, 2003

Attn: CCEK-KEAC
C/o Sec. Treasurer

Publier
Nav.

Subject: Financial Assist

Ullukut,

The Hajjuit Committee Inc. is preparing for Christmas festival, and there are things that we will need. I'm concerning that we will need more than one janitor and the Christmas festival is ensured that is really busy holiday. So we will need support regarding the budget, we would like to have extras for janitor that would wash, sweep, clear our outdoor stairs to get shovel from the heavy and others to make a the Community Centre to be clean. So our only one janitor won't have to be busy all the time. We usually have janitor for Christmas but we pay them not enough because we are lack of budget.

We are looking for monetary budget to help us out to do better with our volunteer to get paid good, we will have at least 14 days for public open to have Christmas Festival, and we would need 4 people to do cleaning. So we are asking you to donate us for janitors.

If you have any donation for us, you can inform me on this matter, should you have any question or suggestions please call at the number above.

Yours truly,

Leah Alasuak
Leah Alasuak
Recreation Coordinator

SIMON MAKIMAK
Simon Makimmak
Hajjuit President



ᐃᐱᐸᐸᐸ ᐅᐸᐸᐸᐸ ᐸᐸᐸᐸᐸ
Village Nordique de Akulivik
Northern Village of Akulivik
P.O. Box 50
Akulivik, Nunavik, (Quebec)
J0M 1V0
Tel: (819) 496-2222
Fax: (819) 496-2200

TRANSMISSION SHEET

Date: Nov-05-03

To:

CCEK-KEAC
C/O Sec. Treasurer

Fax Number: (819) 964-0694

From:

- Eli Aullaluk
Mayor
- Lucassie Qinuajuak
Deputy Mayor
- Willia Nappatuk
Municipal Manager
- Simionie Aullaluk
Interim Secretary
Treasurer
- Elisapi Alayco
Assistant Secretary
Treasurer
- Eva Itulu
Housing Clerk
- Leah Alasuak
Recreation
Coordinator
- Quaraq Amamatuak
Receptionist Clerk
- Other _____

Number of pages to follow (including this one) 2

Original copies will be sent by mail: Yes No

Subject: Requesting for financial assist

edf/b

Northern Village of Akulivik
P.O. Box 50
Akulivik Quebec
JOM 1V0
Tel: (819) 496-2222
Fax: (819) 496-2200

November 4, 2003

Attn: CCEK-KEAC
C/o Sec. Treasurer

Subject: Financial Assist

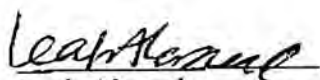
Ullukut,


The Hajjuit Committee Inc. is preparing for Christmas festival, and there are things that we will need. I'm concerning that we will need more than one janitor and the Christmas festival is ensured that is really busy holiday. So we will need support regarding the budget, we would like to have extras for janitor that would wash, sweep, clear our outdoor stairs to get shovel from the heavy and others to make a the Community Centre to be clean. So our only one janitor won't have to be busy all the time. We usually have janitor for Christmas but we pay them not enough because we are lack of budget.

We are looking for monctary budget to help us out to do better with our volunteer to get paid good, we will have at least 14 days for public open to have Christmas Festival, and we would need 4 people to do cleaning. So we are asking you to donate us for janitors.

If you have any donation for us, you can inform me on this matter, should you have any question or suggestions please call at the number above.

Yours truly,


Leah Alasuak
Recreation Coordinator


Simon Makimmak
Hajjuit President

TO CCEK- KEAC

FROM RECREATION COORDINATOR
WEETALTUK QAQUTUK

JUST TO FIND OUT ABOUT THE DONATION FOR CHRISTMAS I WANT TO KNOW
IF YOU HAVE APPROVED DONATION. YOU CAN REACH ME AT (819) 496-2222
FAX # (819) 496-2200

RECREATION COORDINATOR
WEETALTUK QAQUTUK

ᑲᑎᐱᑲᑦ ᓄᐱᑲᑦ ᐃᓯᐱᑦ ᐱᑦᐃᑦᐱᑦ ᐱᑦᐃᑦᐱᑦ ᐱᑦᐃᑦᐱᑦ
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

Date : DECEMBER 1st, 2003

Nombre de pages (Incluant celle-ci) : 1 8_x 11
 8_x 14

NOTE

À / TO : RECREATION COORDINATOR
WEETALTUK QAQUTUK
(8A) 996-2200

DE / FROM : NATHALIE GIRARD
KEAC EXECUTIVE SECRETARY

Commentaires \ Comment

Hi, we are sorry but the KEAC can't approved
denaction for christmas.

Thank you to understand,

Nathalie Girard



Bureau de la sous-ministre

Comité consultatif
de l'environnement Kativik
reçu le

4 Nov. 2003 JG.

Québec, le 30 octobre 2003

Madame Nathalie Girard
Secrétaire exécutif
Comité consultatif de l'environnement Kativik
Case postale 930
Kuuujuaq (Québec) J0M 1C0

Madame la Secrétaire exécutif,

Au nom de la sous-ministre de l'Environnement, madame Madeleine Paulin, nous accusons réception de votre lettre du 22 octobre 2003 ainsi que les deux procès-verbaux de la 94^e et 95^e réunion du Comité consultatif de l'environnement Kativik.

Votre correspondance est transmise au bureau du sous-ministre adjoint aux Évaluations environnementales et de la Coordination, monsieur Louis Roy, pour suivi approprié.

Veillez agréer, Madame la Secrétaire exécutif, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Paul Letendre
Adjoint exécutif
de la sous-ministre



Année de l'Eau 2003



JBACE Newsletter No. 13

November 7, 2003

A BAPE commission recommends the expansion of proposed protected areas

Source: Le Monde forestier (monthly)

Date: October 2003

The *Bureau d'audiences publiques en environnement (BAPE)* commission conducting a public hearing on the proposed protected areas of the Groulx Mountains and René-Levasseur Island (North Shore) recommends granting immediate and permanent protection status to those territories. For now, such status is unthinkable before five or six years because of existing forestry and mining rights.

The commission also recommends expanding the protected areas so as to maintain their ecological integrity. The Minister of the Environment is also invited to set up roundtables where protected area projects could be discussed at a regional level.

Merger of two Cree businesses in the field of petroleum distribution

Source: Journal de Montréal

Date: October 30, 2003

PetroNor is born from the merger of Cree Energy Distribution and Besuum Petroleum Inc. PetroNor has succeeded in obtaining the petroleum supply contract for the Eastmain-1 camp, thereby securing 80% of the James Bay market.

Ted Moses and Guy St-Julien comment on «La Paix des Braves»

Source: Journal de Montréal

Date: 30 octobre, 2003

Celebrating PetroNor's creation, Grand Chief Ted Moses emphasized the promising business ventures stemming from the Cree-Québec Agreement. For his part, Guy St-Julien, federal MP for the Abitibi - James Bay - Nunavik riding, wished his government would sign a «Paix des Braves» in order to support housing construction in the Cree communities.

Ted Moses believes Indian and Northern Affairs (INAC) should respect its funding agreement

Source: GCC web site

Date: October 31, 2003

The Chief of the Grand Council of Crees wants to renew a funding agreement first signed with INAC in 1995: the renewal would have to take into account the increases in Cree community infra-structures. The agreement concluded pursuant to the Cree-Naskapi Act is expired since 2000. As the two parties can't agree on renewal terms, Ted Moses believes they should turn to the mediation procedure of the agreement whereby a three-person committee would seek a compromise.

Canadian government reacts to report on Bill C-9 amending CEAA

Source: Canadian Environmental Assessment Agency web site

Date : October 30, 2003

In a report tabled last June, the House of Commons' Standing Committee on Environment and Sustainable Development criticized the process leading to the adoption of amendments to the Canadian Environmental Assessment Act (CEAA): the amendments would not rectify the shortcomings of CEAA (see JBACE Newsletter No. 4).

The government believes that the amended CEAA largely addresses the concerns of the Standing Committee. More improvements will make CEAA even more satisfactory by the time it is reviewed again, in 2010.

As for environmental assessment policies regarding First Nations, CEAA obliges the Agency to consult Aboriginal peoples. Moreover, the Agency will work with Aboriginal bodies to ensure an effective interaction between the

process of CEAA and those stemming from agreements with First Nations.

Five governance pilot projects for Québec First Nations

Source: INAC web site

Date: November 5, 2003

Indian and Northern Affairs (INAC) will fund five First Nations' projects relating to the development of an electoral code, a process for the enactment of by-laws, mechanisms for accountability and the setting up of a Community Development Center.

Projects from the Natashquan, Matimekush, Essipit, Opitciwan and Kitcisakik First Nations are part of INAC's administrative framework for the development of Aboriginal communities and organizations.

First meeting of Joint Council of Elected Representatives

Source: Secrétariat aux affaires autochtones web site

Date: October 28, 2003

Following up on his promise to the Assembly of First Nations of Québec and Labrador (AFNQL), the Minister of Intergovernmental and Native Affairs took part in the first joint meeting of representatives from the Québec's government and First Nations.

The Joint Council has discussed issues pertaining to territory and resources, fiscal matters and economic expansion as well as services to the Aboriginal

population living on and off reserves. Ministers Benoît Pelletier (Native Affairs), Nathalie Normandeau (Regions) and Sam Hamad (Natural Resources), as well as chiefs Ghyslain Picard (AFNQL), Raphaël Picard (Betsiamites) and Lloyd Oronhiakhete (Kahnawake) are members of the Joint Council.

Different views over Recyc-Québec's report

Source: Le Devoir & La Presse

Date: November 5 & 7, 2003

An independent auditing firm reviewed the amounts of recycled materials declared by Recyc-Québec in its report for the year 2002.

According to *Le Devoir*, the firm concluded that Recyc-Québec's calculating method was adequate: 47% of recyclable materials would indeed have been recycled in Québec. If there were any errors, one would have to look into the numbers provided by municipalities or businesses over which Recyc-Québec has no inspection power.

On the contrary, *La Presse* believes the auditing firm's conclusions are devastating for Recyc-Québec. The gap between the amount of materials recycled by businesses and the figures provided by Recyc-Québec renders the 2002 report incomplete and inaccurate.

The public utility aims at recycling 65% of Québec's recyclable materials by 2008. The Minister for the Environnement dismissed the possibility of dissolving Recyc-Québec, but insists that accountability practices will have to improve.

Recycling projects in Nunavik

Source: Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) secretariat

Date: October 30, 2003

Recyc-Québec informed KEAC that there would be no financial support for recycling projects in Nunavik. However, the utility could help by providing training, educational material, etc.

Projects pertaining to refundable containers (cans, plastic or glass bottles) are well on the way as agreements have been made with local businesses.

Opening of State reserves to mining exploration

Source: KEAC Minutes

Date: March 27, 2003

As the Pingaluit Park project is concerned, KEAC wrote to MENV to request a consultation on the agreement between Natural Resources (MRN), Wildlife (FAPAQ) and Environment (MENV) which permits mining exploration in State reserves set aside for protected area purposes. The agreement was signed on Dec. 17, 2002.

Abandoned mining sites in Nunavik

Source: KEAC Minutes

Date: March 27, 2003

600 former mining exploration sites have been listed on the Nunavik territory. With the communities' collaboration, about a

hundred sites on Ungava peninsula have been characterized, fifteen of them being considered as major. A few sites have been cleaned up since 1999.

Review of schedules on projects subject to assessment procedure

Source: KEAC Minutes

Date: March 27, 2003

KEAC has asked a consultant to undertake the review of Schedules 1 & 2 of Chapter 23 (JBNQA) regarding projects automatically subject, or not, to the environmental and social assessment procedure. The consultant has gathered information from MENV, Kativik Environment Quality Commission and COFEX-North. A master's thesis on Nunavik's legal regime has also been considered.

Following up on the ratification of the Kyoto Accord, the governments of Canada and Nunavut have agreed on a protocol to fight climate change. The protocol will support energy efficiency and educational programs on climate change.

C:\Documents and Settings\Denis\Mes documents\CCEBJ\Bulletins\JBACE Newsletter no 13.rtf

Application of Québec's National Water Policy to Nunavik

Source: KEAC Minutes

Date March 27, 2003

A MENV representative invited the communities of Nunavik to use the Policy to substantiate funding requests, to the Québec government, for projects related to water management.

Canada and Nunavut sign a protocol to fight climate change

Source: Environment Canada web site

Date: Octobre 31, 2003

Nathalie Girard

De : Marc Jetten
Répondre à : Marc Jetten
Envoyé : Lundi 03 novembre 2003 10:07
À : Nathalie Girard
Objet : Points CCEK dans Bulletin, taxes et entente administrative



Bulletin du CCEBJ no 13.rtf

Bonjour Nathalie,

Pourrais-tu passer en revue les 5 sommaires que j'ai préparé des points discutés lors des 94e et 95e réunions du CCEK? Y aurait-il des choses à ajouter ou à corriger?

Fais-moi savoir si vous avez du succès à demander l'exemption de taxes. Le CCEBJ paye les taxes mais il est remboursé à 50% au terme de l'année financière.

Notre entente administrative avec le MENV est signée et en vigueur. Nous avons par contre oublié d'y inclure une formule d'indexation de la subvention, ce dont nous devrions discuter bientôt avec le MENV.

A bientôt!

Marc Jetten
Secrétaire exécutif
Comité consultatif pour l'environnement de la baie James
383, rue Saint-Jacques
Bureau C-220, niveau mezzanine
Montréal (Qué.), H2Y 1N9
Tél.: (514) 286-4400
Fax: (514) 284-0039
Courriel: jetten@ccebj.ca